



ABROGATION de la Loi travail

MANIFESTATION

JEUDI 15 SEPTEMBRE à 12 h

place des Epars à CHARTRES

Alors que le chômage et la précarité augmentent, en « effaçant » le code du travail au profit des accords d'entreprise, cette loi accroît la concurrence entre les entreprises poussant à l'alignement sur le « moins offrant » pour les salariés. Cette logique de dumping social va engendrer davantage de flexibilité et de précarité et remettre en cause les acquis sociaux.

Déjà des patrons imposent aux salarié-e-s une augmentation de leur temps de travail et une réduction de la rémunération des heures supplémentaires comme aux Laboratoires Beaufour à Dreux...

Il est clair qu'à terme la fonction publique sera aussi concernée car nombre de règles statutaires relève de la transposition de dispositions du code du travail, notamment le respect de la hiérarchie des normes et des droits collectifs.

Détruire le code du travail, c'est détruire les droits de tous les salarié-e-s !

C'est pourquoi les unions départementales d'Eure-et-Loir CGT et FO et la FSU 28 :

- **continueront à mener tous les débats nécessaires avec les salarié-e-s et les jeunes pour obtenir l'abrogation de la Loi Travail et gagner de nouveaux droits pour toutes et tous.**
- **appellent les salarié-e-s, privé-e-s d'emploi, étudiant-e-s, lycéen-ne-s, retraité-e-s à se mobiliser massivement pour réussir la journée d'action du 15 septembre.**

Une loi promulguée peut être abrogée comme le CPE l'a été en 2006 grâce à la mobilisation unitaire des travailleurs et des jeunes.

Nos organisations dénoncent également les faits de répression dont sont aujourd'hui victimes des militant-e-s syndicaux-ales, des jeunes, des salarié-e-s et des agents publics (Air France, Goodyear, dockers...) qui n'ont d'autre objectif que d'intimider et tenter de mettre au pas les organisations syndicales qui combattent la régression sociale. Nous exigeons l'arrêt immédiat des poursuites contre les travailleurs qui luttent pour défendre leurs droits.

Tous à la Manifestation Départementale
Unis pour renforcer les droits des salarié-e-s